

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ DES SALARIÉS
NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE,
DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS, DE VITICULTURE,
DES CUMA ET DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET FORESTIERS
(Charente-Maritime)
(4 juin 2009)**

AVENANT N° 2 DU 24 OCTOBRE 2012

NOR : AGRS1397021M

Entre :

La FDSEA de Charente-Maritime ;

Le syndicat professionnel des ETARF de Charente-Maritime ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

La section interdépartementale du SNCEA CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

Le SGA CFDT ;

La fédération agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le 1 « Taux, assiette, répartition des cotisations » de l'article 8 « Cotisations » est modifié comme suit :

« 1. Taux, assiette, répartition des cotisations

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur la totalité des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations du régime de base de sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord.

Elles sont appelées pour les salariés justifiant de 1 an d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes.

(En pourcentage.)

	TAUX	PART patronale	PART salariale
Incapacité de travail	1,36	1,06 ⁽¹⁾	0,30
Invalidité	0,46	0,13	0,33
Décès	0,24	0,12	0,12
Total	2,06	1,31	0,75
Assurance des cotisations sociales patronales	0,35	0,35	
Cotisation exceptionnelle ⁽²⁾	0,15	0,10	0,05
Total	2,56	1,76	0,80
<small>(1) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail, soit 0,63 %, est à la charge exclusive de l'employeur. (2) Cotisation limitée dans le temps (1 an) pour apporter le supplément de provisionnement dû à la loi du 10 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites (avenant n° 1 du 9 janvier 2012, étendu le 5 juillet 2012, applicable au 1^{er} octobre 2012).</small>			

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique "Prévoyance" distincte des cotisations sociales obligatoires. »

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre qui suit son extension.

Article 3

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Saintes, le 24 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)